

4. OPINIONS PUBLIQUES EN ASIE VIS-A-VIS DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

Daniel Chavardès, Senior International Adviser,
Societe Francaise de l'Energie Nucleaire (SFEN), France

Profile (September 2009)

Carrière:

- Né le 5 juillet 1939 à Merville, Haute Garonne.
- Docteur 3ème cycle en Physique Nucléaire, option Physique des Réacteurs (Université Paris-Orsay, 1964).
- Employé comme ingénieur au C. E. A. depuis 1965, il a occupé les fonctions suivantes : ingénieur neutronicien au Département des Réacteurs à Neutrons Rapides au GEN Cadarache (1965-1971) et au Département Etudes Mécaniques et Thermiques au GEN Saclay (1972), assistant du Directeur des Applications Industrielles Nucléaires du CEA (1973-1976), conseiller technique au Cabinet de l'Administrateur Général du CEA, Secrétaire du Conseil du Groupe CEA (1977), et conseiller pour les affaires industrielles auprès du Directeur des Relations Internationales du CEA (1978).
- Il a ensuite été nommé Attaché Nucléaire à l'Ambassade de France à Tokyo (1979-1984), puis à l'Ambassade de France Washington DC (1984-1989).
- Il est entré à FRAMATOME le 1er septembre 1989 comme Directeur du Développement International, et d'avril 1995 à 2000, il a été Représentant auprès des Institutions Européennes en poste à Bruxelles pour la promotion de l'énergie nucléaire auprès du Parlement Européen et de la Commission de l'Union Européenne. Il devient Président du Forum Atomique Français de 1998 à 2000.
- Il a ensuite été nommé Conseiller Nucléaire à l'Ambassade de France en Chine de 2000 à 2005.
- Il a été mis à la retraite par le CEA au 1er Janvier 2005, mais continue d'apporter son soutien bénévole au développement de l'énergie nucléaire en étant « Senior International Adviser » à la SFEN (Société Française de l'Energie Nucléaire).

Décorations :

- 1982 - Chevalier du Mérite National
- 1984 - Décoration du 3ème grade de l'Ordre du "Trésor Sacré"
- 1988 - Certificat d'appréciation pour service exemplaire remis par le DOE
- 2007 - Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur

Participation à des comités :

- 1991~1992: Membre du Comité International de l' American Nuclear Society
- 1993~1994: Membre du Comité "Honors and Awards" de l' American Nuclear Society

Dans le contexte des larges besoins énergétiques présents et à venir des trois grands géants asiatiques : Japon, Chine, Inde, un facteur pourrait jouer un rôle important : c'est celui du développement de l'électronucléaire dans chacun de ces pays et ce dernier dépendra en partie du comportement de leurs opinions publiques. Aujourd'hui les différences sont assez marquées entre un Japon où l'opinion publique est sensibilisée et plutôt méfiante vis-à-vis de l'énergie nucléaire et une Chine ou une Inde, où les opinions publiques y sont pour le moment plutôt passives. Mais cette situation pourrait évoluer et je vais vous confier ici mes perceptions personnelles.

Tout d'abord s'agissant de la Chine ou de l'Inde, le nucléaire y est né et il y est perçu comme un vecteur stratégique et vital de leur Défense et de leur Sécurité Nationales. Tous les Gouvernements, pourtant si différents dans ces deux pays, l'ont expliqué et ils l'ont répété à leurs populations durant ces dernières décennies, si bien que l'électronucléaire civil s'est développé et qu'il grandit aujourd'hui encore à l'ombre de ce consensus.

La part de l'énergie nucléaire est aujourd'hui encore très faible en Chine et en Inde, respectivement : 2% et 3% de l'électricité, mais ces deux pays ont des objectifs très ambitieux respectivement de 70,000 MWe et 20,000 MWe, de puissance électronucléaire installée en 2020, ce qui signifie l'ouverture de nombreux sites pour la construction de toutes ces nouvelles centrales nucléaires. Comment leur opinion publique réagira-t-elle ? Il n'y a pas actuellement de grands mouvements environnementaliste nationaux, structurés et puissants en Chine ou en Inde.

Il existe cependant en Inde et en Chine des groupements ou des associations

environnementalistes qui sont des branches de Green Peace ou du WWF ; il en existe d'autres qui sont spécifiquement régionales comme « Green Forest » en Chine, que j'avais rencontrée un jour en voyage de retour en train de Huang Shan (la Montagne Jaune, Sud-Ouest de Shanghai) où ses Membres venaient de participer à un Colloque sur la déforestation ; en réponse à ma question sur leur position vis-à-vis du nucléaire, ils m'avaient déclaré : « le nucléaire c'est bien, car ça évite de brûler du charbon dont les pluies acides tuent nos forêts ».

En réaction au développement de l'électronucléaire en Chine, il y a déjà eu des réactions du public et des médias ; celle à ma connaissance qui avait été la plus vive s'est produite fin des années 80 à Hong-Kong (non rattaché alors à la République Populaire de Chine), contre la construction de la centrale nucléaire de Daya Bay, dans la Province chinoise voisine du Guang Dong. C'était une conséquence directe en Asie de l'accident de Tchernobyl et cette frayeur n'était pas propre à la Chine car j'ai dû aussi rassurer des amis japonais que des dizaines d'ingénieurs chinois étaient entraînés chaque année en France pour l'Autorité de Sûreté chinoise et pour la compagnie électrique chinoise exploitante de la centrale de Daya Bay. Depuis, le fonctionnement satisfaisant de cette centrale pendant plus de quinze ans, a calmé ces craintes mais le défi pour l'Autorité de Sûreté chinoise sera de maintenir à l'avenir ce haut niveau de contrôle à l'ensemble du futur parc nucléaire chinois.

Une opposition locale est aujourd'hui perceptible en Chine et en Inde, mais elle est générale à tout nouveau projet de construction industrielle. Ces deux pays ont connu une croissance rapide hélas non contrôlée, d'usines qui ont gravement pollué l'environnement local ou qui ont engendré des

accidents comme le plus tragique dans l'industrie chimique en 1984 à Bhopal en Inde. Une raison possible à un développement massif du nucléaire dans ces deux pays pourrait provenir de l'occupation des sols car les côtes hospitalières de Chine et d'Inde sont largement peuplées en paysans ou pêcheurs qui veulent sauvegarder les sites naturels qui constituent leurs sources de vie.

Ainsi en Inde une opposition locale s'est fait jour et elle est très vive contre l'exploration et la mise en exploitation de nouvelles mines d'uranium. Or l'Inde a un besoin vital de combustible nucléaire pour alimenter ses centrales nucléaires actuelles et futures. Tout récemment des paysans se sont révoltés contre de nouveaux projets de mines dans l'Etat du Jharkhand (Inde de l'Est) et les Autorités vont être obligées de dégager des compensations financières pour calmer ces oppositions.

On peut dire qu'aujourd'hui en Chine ou en Inde, une majorité dans les classes dirigeantes ou éduquées, reconnaît les bénéfices de l'énergie nucléaire pour la sécurité des approvisionnements énergétiques et la lutte contre les changements climatiques mais une plus grande partie de la population qui vit dans les campagnes est totalement ignorante des connaissances les plus élémentaires concernant l'énergie nucléaire. Ainsi à l'occasion d'un voyage, il y a quelques mois en Chine, j'ai appris qu'un vent de panique avait soufflé dans une région du Sichuan où un dysfonctionnement (fuite de radioactivité) était apparu sur un irradiateur pour produits alimentaires, qui avait entraîné un début d'exode de la population qui craignait que l'irradiateur n'explose comme une bombe atomique !!

L'enjeu pour la Chine et l'Inde dans la réalisation de leurs programmes quantitatifs de centrales nucléaires est bien entendu industriel avec la mise en

place de capacités industrielles pour la fabrication domestique de tous les grands composants nucléaires mais il est aussi humain avec la nécessaire éducation et formation de tout le personnel nécessaire à une exploitation satisfaisante et sûre des installations. Enfin il ne sera soutenable que si une majorité des populations y adhère et pour cela un programme d'éducation massif et en profondeur est nécessaire. Il semble commencer en Chine et il sera plus facile à mettre en œuvre qu'en Inde, car l'Administration chinoise est très centralisée. En Inde les pouvoirs démocratiques sont très régionalisés donc ce sera plus difficile mais il semble compte-tenu de l'enjeu national, que les ressources financières seront allouées en Inde, afin d'éduquer le public et de faciliter l'implantation de l'électro-nucléaire dans l'environnement local.

Une condition absolument nécessaire à l'épanouissement du nucléaire en Asie comme dans n'importe quelle autre région du monde, est la confiance que les citoyens doivent avoir vis-à-vis de leurs Autorités pour les contrôles et les inspections de leurs installations nucléaires ; pour moi, la comparaison avec le transport aérien vient naturellement à l'esprit. Monterait-on encore dans les avions si nous avions perdu confiance en ceux qui les dessinent, qui les construisent, qui les pilotent et enfin qui les contrôlent ? Une Autorité de Sécurité Indépendante, Compétente, disposant de tous les Moyens Humains, Matériels et Financiers, est LA CONDITION NECESSAIRE ABSOLUE pour gagner la confiance et l'adhésion du public au développement de l'électronucléaire ; celle-ci passe aussi par la complète transparence dans tout ce secteur d'activité.

En raison des débuts militaires de l'atome dans les pays aujourd'hui dotés d'armes nucléaires, ou bien parce que les défaillances techniques ou humaines des activités nucléaires civiles pouvaient

être considérées comme préjudiciables à l'image des organismes ou des sociétés qui en étaient responsables, un voile d'opacité et de non-transparence a peu à peu couvert les activités civiles dans de nombreux pays. Les organisations écologistes et environnementalistes ont eu raison je pense, de s'en insurger. En France, heureusement il y a eu des réactions positives ; ainsi l'Autorité de Sûreté Nucléaire n'est plus sous la tutelle du seul Ministère de l'Industrie ou de celle du Ministère de l'Environnement, elle est désormais indépendante et ses contrôles et inspections sont totalement transparents et accessibles aux citoyens ; de même l'industrie nucléaire française s'est engagée à la transparence dans toutes ses activités dans le domaine des centrales ou du cycle nucléaire.

Je sais qu'aujourd'hui une partie de l'opinion publique au Japon est défiante vis-à-vis de l'énergie nucléaire. Pourtant fin des années 70 quand je suis venu avec ma famille habiter à Tokyo et travailler comme Conseiller Nucléaire à l'Ambassade de France, il me semblait qu'il y avait un consensus solide en faveur de l'énergie nucléaire car le Japon était dépourvu comme la France en ressources naturelles et notamment en hydrocarbures. Je témoigne, pour avoir visité de nombreux laboratoires, des usines et des centrales nucléaires, que le Japon a toutes les compétences technologiques et industrielles pour continuer à développer son programme nucléaire nécessaire à son indépendance énergétique et au respect de ses engagements pour réduire l'émission de ses gaz à effet de serre. Mais il faut que le climat de confiance soit restauré entre le public, les acteurs du nucléaire et enfin les Autorités Gouvernementales ; pour moi, en toute sincérité, cela passe par l'instauration d'une seule Autorité de Sûreté Nationale, indépendante et dotée de tous les moyens humains, matériels et financiers nécessaires. Même si elle est créée demain, il faudra du temps et une forte volonté politique pour regagner cette confiance, mais l'enjeu en vaut la peine et je fais le vœu en tant que vieil ami du Japon, que le Japon surmonte cette difficulté comme il a su dans le passé en surmonter bien d'autres.

Novembre 2009